

**QUATRIEME EDITION DES RENCONTRES SOLIDAIRES DE L'ASPAS  
LE SUD DE L'AMERIQUE DU SUD  
ARGENTINE, CHILI, PARAGUAY, URUGUAY  
21, 22 NOVEMBRE 2008. AU SIEGE DU CONSEIL REGIONAL PACA**

*Petite chronique de deux journées d'interventions et de débats  
intenses situées dans le contexte du début de la « crise »  
internationale du capitalisme.*

## **OUVERTURES**

Remercions d'abord le Conseil régional de nous avoir accueillis, aidés (ainsi que le Conseil général) et, pour toutes ses attentions, Madame Aline Marrone, conseillère régionale déléguée à la citoyenneté, représentant M. Vauzelle.

Et ne cachons pas notre émotion et notre reconnaissance à l'égard de Mirta Lugo, représentant le gouvernement de la République du Paraguay, et de Marcella Bordenave, du cabinet du Ministère des Affaires étrangères de la République d'Argentine, d'être présentes à nos Rencontres pour nous informer de la situation dans leurs pays dans des domaines dont elles ont la charge et qui motivent particulièrement nos solidarités associatives. Est plus que jamais à l'ordre du jour du monde, « globalisé » et entré dans une « crise », prévisible mais inédite, du capitalisme à son stade actuel, l'articulation entre les choix politiques de responsables élu(e)s politiques et les mouvements sociaux pour faire respecter des droits universels humains, écologiques et sociaux. Très modestement, dans bien des réseaux solidaires et dans bien des histoires personnelles et collectives vécues, ces quatrièmes rencontres dans ce port cosmopolite de Marseille renouelaient notre pari pour les solidarités à préserver et enrichir : sauvons notre terre humaine. Et des solidarités sans échanges d'informations précises, sans interrogations réciproques, prenant le temps de débats dans les rythmes fous de la politique réduite à des feuilletons médiatiques, ne sauraient être solides et durables.

Tous nos invités intervenant paritamment, hommes-femmes mais aussi acteurs-chercheurs-associatifs dans leurs pays du Cône Sud ou dans notre Sud de la France, étaient au Rendez-vous malgré des agendas des plus chargés et quelques péripéties de grèves de transports. Le « public » (de cinquante à cent personnes pour chacune des quatre demi-journées et soirées), lui aussi mobilisé dans bien d'autres activités, aidé par une équipe de traducteurs, s'est impliqué dans tous les échanges suivant les interventions et dans nos pauses conviviales dans l'espace si apte à nos rencontres du Conseil régional ou dans celui de notre Centre-ville de Marseille. Ville secouée, historiquement et actuellement, comme d bien d'autres ports et capitales américano latines, par les mêmes spéculations financières ségrégatives et par bien des résistances de mouvements sociaux décidés à encore lutter pour bien vivre ensemble et solidaires.

Divers documents restent à la disposition de tous (cf annexe) ; tout a été enregistré mais cette chronique est un essai de synthèse des interventions, débats, informations et interrogations qui ont été les nôtres.

Tous les réseaux solidaires se sont mobilisés, animés par Hernan et Leonor Harispe, pour organiser l'invitation de nos intervenant(e)s venant du Cône Sud et du Sud de la France et toute l'équipe de l'Aspas a assuré dans bien des détails la réalisation de notre quatrième édition des rencontres solidaires.

=====

## INTERVENTIONS

**Hernan Harispe**, président de l'ASPAS, a introduit nos journées en développant les axes du texte qui figure en «edito » du programme et de celui-ci :

Une situation-occasion que l'Amérique Latine ne doit pas laisser passer

Dans la crise actuelle, financière, économique et sociale, aux répercussions déjà mondiales, il est difficile de faire des pronostics. Les scientifiques de l'économie n'aperçoivent pas l'issue à cet épisode, ni le temps qu'il durera, ni la forme qu'il prendra. Quelques spécialistes comparent cette crise avec celle de 1929. C'était l'époque où le crédit avait monstrueusement enflé, où la Bourse de New-York s'effondra, les actions et la production industrielle plongèrent. Entre 1929 et 1933 le volume physique des exportations mondiales perdit 25% et leurs prix diminuèrent de plus de 30%. Il y eut une vague de faillites et de chômage. La récession se propagea pratiquement par toute la planète. Elle frappa durement les économies latino-américaines. Au Brésil par exemple, on en vint à brûler les récoltes de café pour tenter de freiner la chute de son cours sur le marché mondial. L'Argentine, qui était presque exclusivement exportatrice de produits agricoles et d'élevage et importatrice de biens manufacturés, subit un grave coup sur sa balance commerciale. Par-dessus les distances et les époques différentes, cette crise peut servir de base d'analyse pour l'époque actuelle.

Dans les pays au centre de l'implosion, la crise de 1929 déboucha sur l'instauration de régimes totalitaires : fascismes, nazisme, franquisme, stalinisme, à l'origine de la seconde guerre mondiale, donc des résistances à celle-ci. Les efforts conjoints de millions de gens ont mis en déroute l'oppression. Avec la paix, on a construit l'état de bien-être durant les Trente Glorieuses, on a conquis les droits sociaux et le plein emploi. Le colonialisme est entré en déclin.

En Amérique Latine, il n'en fut pas de même. Il n'y eut pas de fascismes, malgré des tentatives, comme en 1930, lors du premier coup d'état militaire en Argentine. Il y eut des guerres terribles, comme celle du Chaco où s'affrontèrent la Bolivie et le Paraguay de 1932 à 1935, pour la possession de territoires que convoitait la Standard Oil car ils étaient susceptibles de renfermer des gisements de pétrole. Mais la fin de la Seconde Guerre Mondiale favorisa le redressement économique de l'Amérique Latine : les nouveaux Alliés avaient besoin de matières premières, de textiles, de métaux stratégiques, de nourriture. Cela accumula des devises dans les Banques Centrales, ce qui favorisa un certain type d'industrialisation. Les vieilles oligarchies des grands propriétaires terriens s'opposèrent farouchement à ce changement car elles soutenaient que dans la division internationale de l'économie et du travail, l'Amérique Latine ne devait être rien de plus qu'exportatrice de produits agricoles et miniers. Elle devait être dépendante. Mais la défaite des fascismes encouragea les espérances et les changements et 1945/1946 ouvrit une époque différente. Un début de classe nationaliste et industrialiste se constitua. Des usines furent construites. On développa la sidérurgie, le ciment, l'automobile, la pétrochimie. Ce développement eut lieu particulièrement dans l'Argentine de Juan Peron, le Brésil de Getulio Vargas, avec l'antécédent du Mexique de Lázaro Cardenas. Ce fut l'époque de la Révolution bolivienne de 1952 qui lança la réforme agraire et la nationalisation des mines. La révolution s'étendit quelques années après au Pérou, en Equateur, au Chili. Partout il y eut une intervention active de l'Etat dans les secteurs clés, comme les chemins de fer, l'électricité, le pétrole qui fut nationalisé au Mexique, en Argentine, Bolivie, Brésil, Venezuela. La structure et la société de ces pays furent transformées. Du monde rural on passa au monde urbain. De grands syndicats ouvriers apparurent. Et grâce au développement des services, on assista à l'émergence d'une importante classe moyenne. Il se produisit des changements dans la culture, le niveau

d'éducation. Le niveau de vie augmenta ainsi que la démographie. Par contre, cette évolution fut limitée dans les pays d'Amérique Centrale, dont l'économie était fondée sur des productions soumises à cotations (sucre, café, fruits tropicaux), peu créatrices de services et dont les marchés intérieurs étaient limités.

En combiné ou alternativement des avancées et des retours en arrière coexistèrent en Amérique Latine : rébellions urbaines en Colombie, coup d'Etat au Guatemala, Révolution cubaine, mouvements paysans à San Salvador, coup d'Etat au Brésil, réveil indigène, mouvements sociaux de Femmes, d'étudiants, d'intellectuels. Apparition de la Théologie de la Libération et de grandes figures de l'Eglise : Helder Camara, Camilo Torres, Monseigneur Romero. Le point culminant fut 1970, l'instauration du gouvernement de Salvador Allende au Chili, et le début dramatique du déclin fut le coup d'état de 1973.

Et ce fut le retour au mouvement cyclique des ruptures : il refléta la crise du pétrole des années 1970, avec les séquelles du chômage et de l'inflation. En Amérique Latine, suite à celui du Chili, les coups d'Etat s'enchaînent en Argentine et en Uruguay. En 1989, le Consensus de Washington permit au FMI d'imposer de manière draconienne ses postulats : prêts avec garanties sévères d'ajustement, exigence de dévaluations monétaires, blocage des salaires, consigne d'exporter davantage et de diminuer les importations pour provoquer des excédents commerciaux, enfin réduction des programmes sociaux. C'était les « politiques d'austérité ». La phase de l'après-guerre, celle dite de la « substitution d'importations » prit fin. Le néo-libéralisme était entré en scène, avec violence. Il s'agissait de détruire tout processus industrialiste, même naissant, de promouvoir les exportations primaires, réduire les tarifs douaniers, ouvrir les économies sur l'extérieur, s'endetter, retirer l'Etat de l'économie et promouvoir les privatisations des entreprises publiques. Ce fut l'époque des « chicagoo boys » au Chili, le groupe des économistes libéraux inspirateurs de la politique de Pinochet. En Argentine, cette politique qui continuait la dictature par d'autres moyens, fut mise en œuvre sous la présidence de Menem à partir de 1989. A la même époque, le Venezuela privatisa les banques, les télécommunications et ouvrit au capital étranger l'exploitation des gisements pétroliers. Au Mexique, où la compagnie Pemex symbolisait l'indépendance nationale, on privatisa 90% des installations pétrochimiques. Ces politiques produisirent, passée l'euphorie monétariste des privatisations, une série de processus très douloureux. Dans toute l'Amérique Latine, le niveau de vie baissa, la pauvreté et les inégalités augmentèrent. On payait la « dette extérieure », monstrueusement gonflée, avec moins d'hôpitaux, d'écoles, d'hygiène, et plus de faim. L'Argentine, « élève modèle » de l'économie néolibérale, se déclara en faillite en 2001, entraînant dévaluation, fuite des capitaux, confiscation de l'épargne, la misère.

Ce fut le point d'inflexion, l'alerte, et d'une certaine manière un réveil. Le modèle néolibéral commença à être socialement mis en question. Il y eut des résistances, des conflits, des oppositions. Les nouveaux gouvernements furent élus sur la seule proposition de mettre des barrières au néolibéralisme.

Cette maturation, ces expériences, ce chemin parcouru, si douloureux, font que la crise actuelle trouve l'Amérique Latine dans une autre phase de son Histoire. Il n'y a plus de dictatures. Les démocraties construisent. Il y a des changements par la voie électorale qui évite toute provocation à des guerres civiles. De nouvelles Constitutions sont ratifiées, ainsi que de nouvelles formes d'organisation de l'Etat, comme en Bolivie ou en Equateur : un gouvernement est dirigé par un acteur social issu des « peuples originaires » (Evo Morales est un indien Aymarà). Au Chili et en Argentine, ce sont des femmes qui gouvernent. Au Brésil, un travailleur, syndicaliste d'origine, est à la tête de l'Etat. En Uruguay et au Paraguay, les partis conservateurs traditionnels, au pouvoir pendant des décennies, ont été battus. Des changements se préparent au Salvador. L'Etat, peu à peu, récupère un espace de manœuvre dans les économies et les services. La Justice, lentement et avec difficulté, fonctionne. Elle garantit, globalement, les droits démocratiques et condamne les auteurs de la répression,

comme en Argentine. Chaque gouvernement, pris individuellement, par pays, présente des côtés faibles, des erreurs. Mais dans leur dynamique, dans leurs interrelations, ils forment une force considérable. Objectivement, il existe une unité politique régionale, l'UNASUR (Union des Nations Sud-américaines), qui fonctionne : par exemple, elle a condamné, à l'unanimité, les tentatives de coup d'Etat en Bolivie. Il existe un principe de monnaie latino-américaine lancé par le Brésil et l'Argentine. Il y a des pactes régionaux, des accords, des moyens de communication continentaux. Le Mercosur projette de passer d'un simple accord douanier à certaines formes institutionnelles d'intégration, et il s'étend. Certains pays comme l'Argentine et le Brésil disposent d'importantes réserves monétaires et sont orientés vers des alliances horizontales avec la Chine et l'Inde. Dans toute l'Amérique Latine circulent des expériences alternatives d'économie sociale : coopératives de logements, de production, entreprises autogérées. La pauvreté existe, sans aucun doute, mais la volonté créatrice de ces peuples pour la vaincre est très grande. Il y a une culture –cinéma, sport, musique, littérature, théâtre, peinture- pleine de vitalité, d'imagination, d'espérances, de forces. Cela contribue à fortifier les résistances et à préparer des temps meilleurs.

Cela coïncide ou participe de l'évidence que le monde est en train de changer. Il y a un virage. En effet la crise économique se double de l'effritement de l'hégémonie culturelle, celle du libre marché, qui spéculé sur tout, même les cours des matières premières produites par l'effort de millions d'êtres humains. Paradoxalement, les «solutions» de crise proposées aujourd'hui sont ce qui, hier, était considéré comme des "fautes graves". Paradoxe aussi de ces «pays émergents» qui aujourd'hui, apparaissent comme les grands investisseurs en possession de devises solides. Le «yuan» fait son entrée dans le vocabulaire financier. A l'hégémonie nord-américaine, à l'économie anglo-saxonne, succède un monde multipolaire. Les changements électoraux aux Etats-Unis vont dans la direction de ce qui se passe en Amérique Latine : l'apparition de la conscience populaire. Beaucoup de ceux qui ont voté Obama font partie de cette vague de changements qui parcourt le Continent, quel que soit celui qui gouverne ou dirige. Ce besoin émerge des profondeurs des sociétés, des peuples originaires, des anciens esclaves.

Mais cette crise est aussi dangereuse. On essaiera de la faire supporter à ceux qui ont le moins. Ou en Amérique Latine, on cherchera à miner la maturation existante, à interrompre l'Histoire. Et ce qui est le plus grave, la crise peut affaiblir les systèmes démocratiques, stimuler l'autoritarisme, briser les mécanismes de réponses progressistes. Jusqu'à aujourd'hui la parole et l'action alternative sont presque nulles. C'est pourquoi il serait naïf de penser que l'Amérique Latine ne va pas souffrir de contrecoups et d'ébranlements. En particulier les pays qui dépendent des exportations vers les Etats-Unis (c'est le cas du pétrole vénézuélien) ou ceux qui ont des accords de libre-échange avec l'Amérique du Nord, comme le Mexique et plusieurs pays d'Amérique Centrale. Ceux aussi qui ont des arrangements type Accord d'Association (AdA) avec l'Union Européenne : c'est le cas des Etats d'Amérique Centrale. Ces accords ont pour objectif de favoriser la présence des entreprises européennes, qui actuellement opèrent dans ce qu'on appelle «les marchés de services». Il est évident que la récession aura des répercussions.

Mais ce qui est très important, c'est qu'en raison de son passé, l'Amérique Latine est mieux préparée. A partir de la crise, elle peut élaborer des réponses collectives. L'Amérique Latine a déjà traversé la tempête néolibérale. Et aujourd'hui, elle a édifié des défenses, des barricades de protection. Et ce sera un pôle à prendre en compte dans le nouvel ordre mondial qu'il faudra construire. L'Amérique Latine peut ne pas être seulement réceptrice de la crise, mais devenir une protagoniste d'un monde meilleur.

La Solidarité, aujourd'hui, c'est de lutter dans ce but. Lutter pour que l'Amérique Latine ne perde pas cette occasion. Lutter pour écarter les dangers, leur faire face et construire un

monde de paix, fraternel, de bien-être humain. Tous ensemble. Européens, Américains, Asiatiques, Africains, Océaniens. Tous et toutes. +++

Cette année les interventions concernaient plus spécifiquement des pays du Cône Sud même si par la force des choses – offensives du capitalisme, du néolibéralisme et résistances, contre-offensives des gouvernements et des peuples- les américano-latins inventent de plus en plus des réactions diverses mais solidaires et unitaires.

Nous prions les intervenant(e) s de nous excuser si l'essai de rendre compte de leurs exposés en les résumant trahit leur pensée et leur expression d'autant plus que s'ajoutaient parfois l'obstacle de la traduction et celui de la richesse, de la complexité de leurs informations, analyses soumises à la dure loi d'un temps trop court d'intervention et de débat !

## CHILI

**Silvano Henriquez** ( masters en gestion publique et sciences politiques de l'université du Chili et en économie de l'université de Bordeaux IV ) nous brossa un tableau passionnant des aspects historiques des défis du Chili -depuis le coup d'Etat de Pinochet...jusqu'à la période actuelle, après la victoire de M.Bachelet - dans le contexte américano-latin. Tableau très riche, très précis, à la fois complexe et clair, sans concession, avec bien des constantes, des lumières et des ombres, des contradictions, des interrogations ouvertes. En tout cas de quoi, une fois de plus, nous rendre très vigilants sur non seulement les désinformations médiatiques mais aussi sur la tentation invétérée de plaquer sur l'Amérique du Sud des «grilles» européocentristes ou d'adopter dans notre vieille Europe des caricaturales reprises de ce qui s'invente dans le Nouveau Monde.

Retenons les difficultés et les défis actuels auxquels se confrontent le gouvernement et le peuple chiliens en résumant au mieux l'intervention sur les spécificités du Chili, liées aux héritages historiques anciens et récents :

Le Chili n'est pas un pays «de gauche» ...

1/3 droite, 1/3 centre, 1/3 gauche (avec nos dénominations !)

Pour comprendre les différentes dates récentes et essentielles de changements politiques, économiques et sociaux (unité populaire avec président Allende ; Coup d'Etat de Pinochet en 1973 suivi de huit années de violences et de répressions ; nouvelle Constitution approuvée par référendum en 81 menant à des blocages successifs jusqu'à l'année 2000, décisive, et aux dernières élections marquant un virage de gauche et des nouveaux défis ) S.Henriquez propose quelques clés :

Le centre ou une partie du centre bascule d'un côté ou de l'autre. En l'occurrence le parti démocrate chrétien au Chili est à suivre très attentivement dans chaque période.

Les enjeux sont d'ordre économique et social, à la fois nationaux et internationaux, dans les offensives du «libéralisme», du capitalisme, dans les résistances et oppositions qui s'y constituent. En 73 le coup d'Etat au Chili marque la volonté des plus organisées, en tout cas convergente et violente, de mettre fin aux luttes que mènent les peuples d'Amérique latine et qui compromettent les plans du capitalisme(assez intelligent pour tirer profit des diverses «crises» et qui a toute une panoplie d'outils et d'armes pour mener »la lutte de classes» à l'échelle internationale, aux stades actuels où elle se mène et selon des rythmes et des modalités spécifiques des différentes histoires et cultures des états-nations, des «paysages» géopolitiques ).

Mais les enjeux sont aussi d'un autre ordre, garanti contradictoirement par la constitution et le respect de divers droits (liberté, égalité, propriété...) sans oublier les ressorts de la fierté nationale-nationaliste ; ce qui exclut des dictatures (trop) durables, des violences devenues insupportables car trop «visibles» et rendues publiques dans bien des réseaux nationaux et internationaux ; ce qui déclenche des réactions, certes ambivalentes, «nationalistes» ou

«internationalistes », de forteresse ou de solidarités, à l'égard de l' »étranger » ; enfin ce qui favorise les compromis politiques, économiques, sociaux élaborés dans le cadre de l'Etat – Nation conçu ou fantasmé comme une puissance protectrice et/ou des essais de compromis fondés sur des intérêts communs dépassant les frontières entre les pays et les continents. La Constitution de 1981 conçue »machiavéliquement »par un intellectuel «libéral » et membre de l'Opus Dei renforce les contraintes de type «présidentialiste » à l'américaine, de «bipartition » et multiplie les verrous néo- libéraux («néo-cons «). Approuvée par référendum elle multiplie les occasions de blocages de plus en plus graves dans un pays qui ne pourrait s'en sortir que par un système fondé sur la «proportionnelle » et des modifications démocratiques de la constitution...A la dictature et à une paralysie institutionnelle va donc succéder la nouvelle solution expérimentée à partir des années 90 au Chili comme en Amérique latine : l'ultralibéralisme....

L'année 2000 marque une étape radicale si on veut comprendre les contradictions actuelles du Chili :

- D'une part un immense progrès est rendu possible par le travail mené sur l'Histoire, l'exigence de vérité et de procès sur les temps de la dictature. La sortie de l'amnésie collective, toute la bataille juridique, associative et culturelle menée contre Pinochet et ses acolytes créent les conditions d'une renaissance de la démocratie. .
- D'autre part le Chili retrouve sa «fierté » de grande puissance, réalisant des «plans de réussites personnelles et nationales »dans de nouveaux compromis décidés par des voies démocratiques ' (celles des élections mais aussi d'émergences de nouvelles façons de faire de la politique hors de modalités ayant fait la preuve de leurs impasses et ne répondant pas aux aspirations de ceux et celles privés de parole et de contrôle sur ce qui les concerne).

La création depuis 81 de «fonds de pension » à la mode USA pour gérer la protection sociale posent des problèmes de plus en plus aigus affectant même les classes moyennes, dépendant trop des cours financiers.

La gestion de grands dossiers «sociaux » (éducation ; santé ; logement )s'impose dans toutes les campagnes électorales et aux élu(e)s politiques : dans ces domaines comme dans celui de la protection sociale les ères Pinochet, puis «libérale » si ce n'est ultralibérale avaient été marquées par des privatisations systématiques, la loi de la jungle de la concurrence et du marché sans régulation. Leurs effets devenus sensibles et visibles - l'accroissement des inégalités féroces selon les revenus et des exclusions de droits élémentaires universels - deviennent insupportables et créent de nouvelles contradictions pour les vieux appareils institutionnels.

Car la Constitution verrouille tout ce que l'aile «gauche », les mouvements sociaux veulent réaliser pour satisfaire les besoins des classes populaires et de classes moyennes paupérisées. Les démocrates-chrétiens s'appuient sur la Constitution pour et dans des oppositions, procédures diverses de blocages, des procès interminables empêcher ou désamorcer des solutions, des lois non néo-libérales. Ou ils défendent les positions les plus réactionnaires d'une partie de l'Eglise, ou tout simplement machistes, malgré les mouvements des femmes, les besoins de la jeunesse et des plus ou moins pauvres.

Quelques exemples :

- Pour résorber les bidonvilles : appel ...au ...privé avec un crédit à l'américaine à 0%, accordé une fois par vie.... pour satisfaire le droit à la propriété, à l'endettement et non au logement.
- Education : Il a fallu attendre 2003 pour revenir sur la décision de l'ère Pinochet de ne plus scolariser dans le public la journée entière (réalisée dans le seul privé) ; le bac est enfin devenu gratuit ; des bourses sont enfin accordées aux étudiants à condition qu'ils répondent à des critères méritocratiques.

- Justice : le système était miné par la corruption, une justice de classe favorisant caricaturalement les riches. Depuis 2006 une réforme, à l'américaine, a été réalisée en cinq ans : publique, même filmée, obligeant chacun à se présenter aux procès mais pas pour ça juste : par ex. une caution permet de ne pas faire de prison...
- Santé : Pinochet avait privatisé tout le système de santé...La Constitution exige qu'il ne soit pas géré par l'Etat...Lagos a quand même réussi à établir une espèce de CMU depuis 2003 ; 74 pathologies sont couvertes pour tout chilien (mais non tout résident). Un progrès certes mais combien reste à faire ?
- Droits des femmes : M.Bachelet, avec l'appui du fort mouvement des femmes, a bataillé pour la pilule du lendemain (le droit à l'avortement étant quasi exclu ; autorisé dans le seul cas de cas de viol il faut préalablement...trouver le violeur) puis pour qu'elle devienne gratuite et non à des prix exorbitants (procès de 4 ans mené par les démocrates chrétiens : c'était anticonstitutionnel : « droit à la vie » et libre concurrence...).
- Les transports en commun. Les lobbies des propriétaires de bus s'opposent, y compris par des blocus de toute la circulation, à toute entrave à la concurrence : chacun achète ses bus, crée ses lignes...et rien ne marche ...Même un système «à la chilienne » de compromis proposé par Lagos est refusé par les propriétaires de bus ...Il y aurait...45000 lignes de bus «libres »et des chauffeurs, propriétaires des concessions bloquant toute la circulation si on prétend les réguler. Des municipalités ont été perdues dans cette guerre sur les transports en commun. Quelques progrès s'amorcent au prix d'interminables négociations, les usagers étant, eux, excédés.
- La Constitution pourrait certes être modifiée mais ce n'est pas du goût des grands partis qui pour rien au monde ne voudraient perdre de leurs pouvoirs, accepter la proportionnelle. Et pour beaucoup de chiliens elle est synonyme d'une stabilité rassurante après tant d'années de secousses violentes.
- Notons que les étrangers sont exclus des votes et que 2 millions d'électeurs sur 5.500000 ne votent pas.
- Ces données permettent de resituer les diverses tentatives récentes de redonner un sens à la démocratie en favorisant des prises de responsabilités, des espaces de discussion et de contrôle par les citoyen(ne) s et les travailleurs (ses) ; elles résultent le plus souvent des mobilisations des femmes, des travailleurs ou de communautés étranglées par les groupes financiers. Ne galvaudons donc pas la notion de «démocratie participative » née des luttes très courageuses et longues, tenaces en Amérique latine.

La portée de l'élection comme Présidente d'une femme et de progrès effectifs dans la parité qui feraient rougir la France prompte à ironiser sur les machismes et «populisme » américano-haïtiens ?

Elle a permis un certain nombre d'avancées :

- Certes de principe (non encore appliqué) : A travail égal salaire égal
- Politique de contraception (dans cadre de la politique de la famille) et, donc, cette pilule du lendemain.
- Levée du tabou sur les «fémicides » (assassinats, sordides, de femmes perpétrés parce que du genre féminin) pratiqués jusqu'alors en toute impunité.
- Motif de fierté (nous sommes les premiers à avoir élu une femme présidente..) ; élue d'abord par les femmes conscientes de la nécessité de victoires électorales pour faire avancer leurs revendications et luttes ; critiquée comme les ministres-femmes par la vieille classe politique...

### **Cuivre :**

Il est resté nationalisé dans tous les avatars politiques ; c'est même inscrit dans la Constitution. Mais il est bon de savoir que s'il assure la richesse du Chili les ressources vont à l'armée et qu'avec la crise toute l'économie chilienne dépend de ses cours.

### **Justice, Vérité, responsabilités de chacun(e) :**

La «loi d'obéissance» impliquait qu'on disait ce qu'on avait fait, et ce qu'avaient fait les autres...mais du moment qu'on obéissait à un supérieur on n'avait pas à payer pour ses actes, fussent-ils contraires à tous les droits universels humains. D'où l'enjeu national et international des inculpations, «procès», travaux publiés d'investigations, des polémiques sur les amnisties et de tout le travail sur l'Histoire et les mémoires (y compris dans les œuvres littéraires, cinématographiques, artistiques).

### **Pour conclure :**

Cette fierté ressentie par les Chilien(ne)s qui peuvent constater des progrès dans leurs réussites personnelles et nationales a un revers : leurs réticences très fortes, d'ordre «nationaliste», à s'engager dans des processus d'«intégration régionale», d'accords unitaires avec d'autres pays d'Amérique latine (M.Bachelet y est plutôt favorable ; les démocrates-chrétiens freinent des quatre fers) ; un repli fragilisant sur leurs spécificités à un stade de «globalisation» de tous les problèmes.

Même les Mapuches ne se sentent ni ne se veulent solidaires des autres peuples originaires, séparés pourtant par les frontières établies par des conquistadores et n'ont pas d'ailleurs de possibilité de récupérer comme eux des terres : « forestiers », d'une culture du «bois» et fort peu sédentaires...ils n'ont aucune «empreinte», «archéologie» leur permettant de prouver comme d'autres peuples originaires leur occupation avant la conquête...Aucun cimetière, aucun document, objet, monument, aucun cadastre n'atteste de leur droit à la propriété...

## **ARGENTINE**

**Marcela Bordenave** (coordinatrice en thèmes de participation sociale au Ministère des Affaires étrangères, du commerce international et du culte de la République Argentine et ex-députée nationale) nous fit le point sur les mouvements sociaux dans la politique et la société argentine de 2003 à nos jours, après l'élection de C.Kirchner. Elle nous fit aussi découvrir un documentaire sur des «logements communautaires» construits en 45 jours par des citoyen(ne)s sans toit ni logement avec les appuis de responsables publics.

Exposé là encore ancré sur des rappels historiques depuis les années de dictature, l'ultralibéralisme de Menem..., tout ce fonds du péronisme difficile à comprendre en Europe Elle nous expliqua par des exemples précis dans de nombreux domaines **le sens des mouvements sociaux** : ceux des femmes, des peuples originaires, des «sans droits», des piqueteros, des coopératives, des entreprises autogérées, des luttes de travailleurs, usagers contre les privatisations, les dégradations de services publics ; les luttes, aussi, pour récupérer ou /et préserver des terres, des richesses (minières, industrielles), des «biens communs» des habitant(e)s, travailleurs(es) du pays et de notre terre humaine.

L'articulation est complexe entre ces mouvements, surgissant hors des formes politiques et syndicales traditionnelles et l'action du gouvernement (national, des différents états) dans ces

immenses espaces argentins ; n'oublions pas les effets de la «décentralisation» institutionnelle, des mouvements d'«exodes» à l'intérieur même du pays, les immigrations-émigrations volontaires ou non dans le nouveau monde de millions d'humain(e)s chassés par le chômage, les misères, les dictatures, les déstructurations violentes (dont les écologiques-sociales) provoquées par les oligarchies et les internationales financières capitalistes.

Il ne s'agit pas moins que de passer de logiques d'assistances, de clientélismes caractéristiques des compromis du péronisme, à celles de prise en mains démocratiques par les travailleurs et citoyens de leurs destins solidaires. Et en gardant en mémoire les capacités de répressions, de violences, de terreurs commises par des minorités oligarchiques nationales ou internationales détenant les richesses et jamais prêtes à les perdre, ni à les redistribuer moins injustement.

**Les problèmes récents de révoltes des «campagnes» contre les mesures du gouvernement (prix des denrées agricoles) et de celui de «l'étatisation des retraites», des contradictions inévitables et récurrentes entre les aspirations des classes sociales les plus pauvres et celles des classes moyennes très instables ont été traités :** tout un travail d'explications, de négociations s'impose, nous a expliqué M.Bordenave, avec les travailleurs, les citoyens et leurs organisations pour éviter que les oligarques ne récupèrent les désarrois, les colères ou ne fassent s'opposer entre elles les classes moyennes et populaires.

Les problèmes des transports en commun, indispensables pour les déplacements des classes populaires, privatisés, abandonnés (cf. réseau de chemin de fer) ou dans un état de délabrement total sont devenus d'autant plus urgents qu'il y a un enjeu écologique majeur. Les jolis trains ou bateaux touristiques ne suffisent pas !

Comme cela sera dit à propos d'autres pays américano-latins : ...**il y a tout à reconstruire, et à construire** ... Trente ans de dictatures, d'ultralibéralisme ont fait de tels ravages durables que «la dignité du peuple», l'invention de la démocratie, la résistance aux effets de la «crise» actuelle ne relèvent pas de formules magiques ni de solutions «nationales» indépendantes des autres peuples et gouvernements. **A cet égard le rôle des intellectuels, des artistes, l'enjeu de l'éducation, de la formation, de la culture, de l'information sont essentiels.** Ajoutons celui des différentes religions fort prosélytes, influentes, intervenant dans les choix politiques et sociaux ; c'est d'autant moins négligeable qu'elles sont un recours dans les situations de misères humaines et que les différents courants qui les traversent prennent des partis fort contradictoires (des théologies de la libération aux alliances des sabres et des goupillons en passant par les grandes manifestations «à l'américaine» évangélistes, les voyages des papes sans oublier les traces encore vivaces des croyances et des cultes, fort syncrétiques, de la mosaïque (pré)historique des populations vivant en Argentine).

Il ne faut pas non plus surestimer les forces des mouvements sociaux, à la recherche d'alternatives coordonnées, encore minoritaires et se construisant sur les ruines des anciennes organisations discréditées ou démantelées par la dictature et l'ultralibéralisme.

---

Un superbe documentaire «*Tejedoras de nanduti*» (Les tisserandes de nanduti) de la réalisatrice anthropologue argentine Ana Montes de Gonzales (22' ; sous-titrage Aspas, merci à l'équipe) nous a permis de nous émerveiller du travail de ces femmes inventant et créant des broderies...et vivant toutes les transformations économiques et sociales de leurs villages, région d'Argentine. Le film est de 1989 et nous aurons à cœur de le rediffuser.

## URUGUAY

**César Gustavo Reyes Paleron**, professeur et politologue n'ayant pu traverser l'océan il fut remplacé par **Marie Bernadette**.

Nous eûmes donc un exposé et un montage de fiches projetées fort précis, avec bien des repères, dates historiques et des chiffres sur un pays que certes nous ne connaissions guère ou pas du tout (cf. annexe).

Tout «petit» pays, aux normes du Nouveau monde, appelé comme nous l'a appris un des participants à nos rencontres »la Suisse d'Amérique latine», l'Uruguay concentre bien des données caractéristiques de l'Amérique du Sud...et bien des spécificités.

Une population ne comportant que 8% d' »indigènes », 4% d' »africains » tout le reste étant d'origine européenne. Taux d'alphabétisation le plus élevé d'Amérique latine (98%). PIB par tête le troisième après Argentine et Chili. Répartition des revenus qui serait ou a été des plus équitables...

Mais chômage de 7,2% ; taux de pauvreté de 25,5%...

**En termes historiques** sans reprendre le résumé...depuis la conquête par les Espagnols fondant Montevideo en 1726 jusqu'au nouveau gouvernement actuel retenons que l'Uruguay a connu à partir des années 1950 des périodes des plus agitées : le modèle social démocratique avec une législation sociale avancée, un Etat laïque et maîtrisant l'économie par des monopoles de services publics et une richesse certaine était miné par une grave nouvelle crise économique, sociale liée à l'après-guerre : coup d'état...en 1973 ...dictature ; répressions violentes des opposants ; après une période très instable l'état ne se desserre vraiment qu'à partir de 1984, avec des élections et un processus de nouvelles démocraties.

L'actuel gouvernement est donc confronté aux défis d'alternatives sociale, écologique, économique durables, a mis au point un «*plan d'urgence pour les plus démunis* ». Actuellement un enfant sur deux survit sous le seuil de pauvreté ; de nombreux exils en Europe, le maintien au pays des plus vieux, pauvres ayant le plus grand nombre d'enfants, les déstructurations provoquées par dictatures et libéralismes exigent des mesures rapides et fortes dans les domaines de la santé, de l'éducation, du logement, de l'emploi. Il s'agit aussi et en même temps de promouvoir la régionalisation, l'autonomie, l'innovation, la recherche et des accords (Mercosur en particulier) pour ouvrir de nouvelles possibilités de marché, d'échanges des biens, de mobilités des capitaux et des personnes dans une nouvelle «intégration» des pays américano-haïtiens.

A noter dans ce pays d'histoire laïque, les mesures autorisant l'avortement, l'euthanasie et la dépénalisation du cannabis. Et un «taux de perception» de la corruption le plus faible d'Amérique latine.

Dans le débat a été précisé :

- Les luttes des Tupamaros dont la mémoire reste très vive comme celle du Che doivent être replacées non seulement dans le contexte historique mais aussi sociologique : 98% des combattant(e)s appartenaient à classes non paysannes, ouvrières mais «hautes», d'étudiant(e)s formé(e)s en Europe...
- La crise en Argentine de 2001-2002 a eu des effets sensibles sur l'Uruguay : « Quand l'Argentine éternue l'Uruguay s'enrhume »...

- Et ces paroles graves d'un intervenant du « public » des Rencontres après qu'il a eu fait ces dernières précisions :
  - L'Uruguay a profité de tous les malheurs des guerres mondiales...
  - Tout ce qui avait été gagné dans de longs processus historiques a été mis par terre par le coup d'Etat, et ce qui s'est cassé entre 1970 et 1985, il faudra 40, 50 ans pour le retrouver, réparer les dégâts...

Le temps ne nous a pas permis d'approfondir bien des questions laissées en suspens, en particulier sur le « marché » que souhaite développer, réguler le gouvernement et sa volonté de lutter contre la pauvreté dans le contexte de la « crise » mondiale et de ses accords avec les autres pays d'Amérique du Sud.

## PARAGUAY

Nous avons vraiment commencé à découvrir ce pays grâce à plusieurs intervenant(e)s. « Le Paraguay dont hérite Fernando Lugo » nous a été présenté (en sus de divers documents, cf. annexe) par **Christian Rudel**, journaliste, écrivain, grand reporter en Amérique latine, Espagne et Portugal ; auteur de plus de 25 ouvrages à lire ou découvrir. Qu'il nous pardonne ! Difficile de prendre des notes et encore plus de tenter de les restituer. C. Rudel « raconte » l'Histoire, ancienne, récente et immédiate des pays qu'il a arpentés toute sa vie, des personnes qu'il a rencontrées, des situations qu'il a vécues et des lectures qu'il a faites comme seuls, devenus rares, des grands reporters engagés dans les situations les plus cruciales savent le faire dans leurs écrits et leurs récits oraux. Nous nous contenterons donc de renvoyer à ses publications, aux documents fournis pour ces Rencontres (cf. annexe !), d'espérer pouvoir lire de lui des ouvrages nouveaux, à rééditer sur le Paraguay, l'Amérique latine...et de transcrire des formules ou notations qui nous ont impressionné(e)s.

« **Le Paraguay a une histoire catastrophique** » : phrase d'introduction de C. Rudel.

Rôle essentiel des missions et réductions des jésuites assurant le « contrôle » des indiens Guaranis dès 1585 et des conflits entre colons espagnols, cour d'Espagne et jésuites (expulsés en 1767 ; Le Paraguay devient alors une partie de l'immense vice-royaume espagnol de La Plata, capitale Buenos-Aires).

Indépendance, très durement conquise en 1813, après de terribles guerres et en particulier celles où une armée venue de Buenos-Ayres ... l'eut « écrasé ».

L'indépendance se traduit par la volonté de régimes autoritaires et « libéraux » (dans divers dosages et vocabulaires du 19<sup>e</sup> siècle) de nationaliser les terres (estancias de la patrie) de développer une petite industrie, d'être à l'avant-garde des pays développés (chemin de fer ; télégraphe ; aciéries...). Abolition de l'esclavage, développement de l'instruction primaire. Mais les exportations de matières premières ne rapportent rien et ce sera l'échec.

Nouvelle phase de l'économie libérale...de l'époque avec les présidents Lopez, père et fils à partir des années 1840 :

- + Grandes exploitations, ouverture au commerce international
- + Lois libérales des années 1880 avec vente des terres publiques...
- + « Hécatombe démographique et économique » avec la guerre contre l'Argentine, le Brésil et l'Uruguay (dite de la « triple alliance ») en 1865-70. Véritable extermination (2/3 de

population meurt) et perte de 140.000 Km<sup>2</sup> de territoire. Ne restent que 200.000 habitants dont 30.000 «vieux» ...et bien des amputés.

Il faut attendre les années 1920 pour que le pays se rétablisse à peu près, se restabilise... mais en 1832 nouvelle guerre, celle du «chaco» contre la Bolivie, «aux odeurs de pétrole»... Le Paraguay récupère, victorieux, le département du Chaco.

**Désormais la langue populaire Guarani devient symbole de l'identité nationale contre l'expansionnisme espagnol.**

Deux partis structurent la vie politique : les «libéraux» (colorados) et les conservateurs (azules) ; alternances à travers des régimes dictatoriaux, des juntes militaires, des révoltes à partir des années 1936.

C. Rudel insiste sur la dictature féroce du général Stroessner (de père bavarois et mère guarani) dont le slogan est : « tout ce qui bouge est communiste »... « Réélu » 7 fois...de 1954 à 1989, avec le soutien des Colorados et des USA jusqu'à un coup d'Etat (fomenté par les USA...) qui le fait tomber...

Hors de ses politiques et répressions, violences des plus dictatoriales, sous des façades pseudo démocratiques, «tout ce qu'il va faire c'est de créer le problème de la terre» (C.R.) : 90% des terres cultivables sont attribuées à 500 familles ou multinationales agro-industrielles, face à 300000 «sans terre». (cf. autres exposés sur ces problèmes actuels et ceux du soja et de l'agroalimentaire),

**Le Paraguay a 25% de ses terres cultivables consacrées au soja et en est actuellement le 4° exportateur du monde.** Mais il faut savoir que les statistiques officielles ne sont pas plus fiables que les «cadastres» au Paraguay comme dans trop de pays d'Amérique du sud... Paradoxes de néolibéralisme... du droit de propriété...après des siècles de «conquistadores», de dictatures ou triomphes des thèses ultralibérales et, antérieurement à la conquête, de peuples (de «bons» ou «mauvais»... «sauvages») ignorant le «droit de propriété» individuelle et, ça va de soi, nos systèmes comptables, financiers, d'échanges.

C. Rudel souligne aussi le problème soulevé par le projet du plus grand (ou devenu second, après la Chine) projet de barrage et d'usine électrotechnique du monde (sur le rio Parana) avec des enjeux très complexes et concurrentiels avec le Brésil et l'Argentine et des problèmes inévitables pour les habitants-travailleurs riverains...

**Enfin C. Rudel conclut que**

« Le Paraguay perd de l'argent par tous ses pores ».

Il note sans que le temps nous permette d'approfondir avec lui et avec des membres du public associatif :

Un million de Paraguayens exilés dans la «banlieue» de Buenos-Aires...

Les multiplicités de modes d'échanges, de recherches d'identités dans les différents départements (de la monnaie aux langues, religions, cultures...).

Les peuples originaires quasi totalement oubliés (et très peu nombreux).

Commence à se fissurer le silence qui couvrait entre autres depuis la dictature de Stroessner les enlèvements, viols, mises sur les marchés de la prostitution de jeunes filles du pays (intervention d'Amnesty).

Et en transition avec les autres exposés :

Quels chantiers pour le tout nouveau Président Lugo...

**MIRTA LUGO**, représentante du gouvernement de la République du Paraguay nous a fait le plaisir malgré toutes ses tâches de venir à Marseille nous présenter «**défis et perspectives au Paraguay aujourd'hui**» et répondre à nos questions avec la plus grande simplicité et précision.

Elle travaille au sein du Cabinet du gouvernement avec la sœur du président, «première dame du pays», spécifiquement chargée des problèmes sociaux, de santé, d'éducation, de culture et de loisirs.

C'est avec une grande pudeur qu'elle mentionna dans une petite digression qu'elle appartenait à la famille proche du nouveau président, famille qui avait pendant 40 ans lutté et souffert de ses résistances aux divers régimes.

**Rappelons que Lugo a été élu le 20 avril 2008 avec 40,8% des voix** (contre 31,6% à candidate Colorado). Ex-évêque suspendu par le Vatican, appelé «l'évêque des pauvres» pour ses divers engagements radicaux, très charismatique. Son élection marque la fin du pouvoir du parti Colorado (s'y maintenant depuis 1947). Il a été soutenu par l'APC (l'Alliance patriotique pour le changement) une vingtaine de mouvements sociaux, neuf partis politiques de gauche et du centre. La coalition qui a permis son élection n'a pas la majorité au Congrès (31 députés sur 80 et 17 sénateurs sur 45) et 9 des 17 postes de gouverneurs reviennent au parti Colorado. Le vice-président de la république, allié de Lugo, est par ailleurs lié à l'oligarchie terrienne.

Le gouvernement constitué par Monseigneur Lugo est »pluripartidaire», s'est donné cent jours pour organiser «la reconstruction morale, sociale, économique du pays». La société est en attente, impatiente après l'élection.

**Les choix déterminés sont clairs et radicaux :**

1/ révolution agraire intégrale.

2/ lutte contre corruption et impunité.

3/ réforme de l'Etat.

4/ planification stratégique du développement national.

5/ programme de réactivation de l'économie lié étroitement à l'égalité.

6/ récupération de la souveraineté, en particulier énergétique, après les traités défavorisant le Paraguay.

7/ intégration régionale solidaire (Amérique latine), doivent notamment négocier de nouvelles relations, non «asymétriques» entre le Paraguay et les partenaires du Mercosur.

Ces choix énoncés en conclusion de l'intervention résultent du tableau de l'état des lieux du Paraguay que M. Lugo nous l'a longuement et précisément présenté en insistant sur certains points très sensibles et (in)volontairement méconnus dans les médias français (amateurs, dirions-nous, de «pipolisation», même et surtout si un évêque peu orthodoxe pour le Vatican et qui serait «populiste» gagne des élections présidentielles !).

La situation d'extrême pauvreté, de faim, de misère éducative, de mortalité infantile, de maladies (sida ; paludisme ; dengue...) à prévenir, soigner sont intolérables vu les richesses du pays.

Le massacre écologique-social organisé par les oligarques nationaux et internationaux ne peut perdurer... **Le Paraguay a actuellement la plus grande réserve d'eau mondiale, bien des richesses du sous-sol, des terres et énergétiques qui font l'objet de bien des appétits mais ne profitent en rien au peuple, et pire, aggraverait encore sa situation si on les laisse plus longtemps «libres».**

Le cours du dollar dont quasi toute l'économie du pays dépend aggrave encore la situation.

M. Lugo a traité essentiellement ce sur quoi elle s'est formée, investie et travaille au sein du gouvernement :

- +Les problèmes des indigènes.
- +Les luttes des campesinos (paysans sans terre)
- +Les luttes des femmes.

### **Les indigènes :**

Notons que le Paraguay a une population (6 millions d'habitants) de caractéristiques très différentes de celles des autres pays du Cône sud : **92% de métis, 2% de blancs. Les indigènes sont peu nombreux (environ 5% de la population)**, vivent en communautés actuellement dans des zones des plus inhospitalières, car ils ont été chassés des terres leur appartenant. Une ethnie refuse tout contact.

Leurs demandes sont essentiellement de participer à l'organisation de l'Etat, être considérés comme ce que sont et de bénéficier de l'instruction. Dans trois langues : guarani, «castillan» (espagnol) et allemand (cf. note 1.) ; et d'obtenir des formations diplômantes.

Beaucoup vivent dans un état d'extrême pauvreté dans un pays battant lui-même les records de pauvreté ; de nombreuses aides d'ONG internationales avec des «projets stratégiques», des «évaluations».

Un article de la Constitution du Paraguay stipule la nécessité de développer leurs droits dans le respect de leur environnement.

Un véritable défi s'impose donc à leurs communautés et au gouvernement pour combiner leurs traditions riches et la modernité :

Une indépendance économique, basée sur l'agriculture, avec des récoltes traditionnelles, et la chasse. La préservation de modes d'organisations «autogestionnaires», collectives. Et sur plus de 120000 km<sup>2</sup> de terres des infrastructures indispensables à leur développement : routes ; centres de santé ; écoles. Enfin des crédits pour les semences.

### **Luttes et revendications des paysans sans terre :**

M. Lugo s'appuie comme pour les indigènes sur des travaux de chercheurs.

300.000 campesinos constituant 65% de la population rurale.

Sans terre, les paysans-éleveurs migrent vers les «ceintures de pauvreté» des centres urbains où se développent, en l'absence de travail fixe, délinquance, prostitution, trafic de drogue, violences, état de santé et d'éducation déplorables...

10 millions d'hectares de terre sur 15 appartiennent aux «latifundiaires» avec cinq familles particulièrement oligarchiques et invasion des multinationales.

Le soja transgénique avance considérablement et rapidement, cultivé sur les terres (vendues ou louées) jusqu'ici en grande partie consacré à l'élevage de bovins ou des cultures vivrières. Et il est responsable non seulement des déplacements des paysans privés de travail ou carrément expulsés mais de maladies monstrueuses, en particulier des enfants et des animaux domestiques intoxiqués.

Le mode de culture de ce soja, totalement mécanisé (y compris, des avions polluant humains, animaux, eau, terre, air avec des produits toxiques) permet à un seul travailleur de s'occuper seul de 300 hectares (à titre de comparaison au Brésil un travailleur, plus productif, suffit pour 500 hectares).

Des agriculteurs, travailleurs et propriétaires sont au service des multinationales (leur achetant les semences, vendant le soja à d'autres) mais leurs revenus dépendent des cours internationaux du soja.

Ces pratiques violent la Constitution mais qu'ont à faire du Droit les oligarques nationaux et des multinationales de l'agro-industriel ?

### **Lugo est en conflit permanent avec les latifundiaires.**

La seule arme contre eux reste la mobilisation sociale : blocage des routes ; occupation des terres ; installation à la limite des grandes propriétés... Mais la propriété est garantie par la Constitution, la plus grande corruption donne tort aux seuls paysans qui font appel à la justice ; des milices paramilitaires assurent l'ordre des oligarques. L'armée et ces milices sont entraînées par les américains pour affronter les terroristes ; les paysans étant assimilés, associés au FARC... (qui pourtant ne sortent pas de Colombie) ou seraient financés par les «islamistes».

Que fait ou veut faire le gouvernement ?

Distribution prioritaire de 3000 hectares de terres ... 30000 ayant été volées aux paysans.

La corruption, hélas, gangrène les organismes chargés de distribuer ces terres.

La réforme agraire radicale, légale et pacifique, s'impose, certes, les paysans sont épuisés et à bout de patience ; actuellement Lugo et son gouvernement multiplient les réunions avec eux pour élaborer des stratégies communes.

### **Luttes des femmes :**

Jusqu'à présent elles avaient très peu de rôle dans les institutions, cantonnées à ce qui relève de «la maison». Les avancées de la parité après ces dernières élections sont déjà un signe très fort.

### **Un plan d'urgence s'impose sur des problèmes très sensibles.**

+ Il a fallu attendre 2002 pour une loi contre les «violences à domicile». Sans travail, sans éducation les femmes demandaient elle-même que sortent de prison ceux dont elles dépendaient totalement.

+ Un énorme travail à faire sur les droits des enfants et adolescents premières victimes de la situation du pays. Et, en particulier, les «handicapés».

+ Traite des blanches...dans circuit sinistre avec Brésil et Argentine.

+ Conditions très dures dans les prisons (surpopulation ; aucune formation des personnels).

+ Loi votée sur les adoptions nationales et internationales pour lutter contre les trafics de bébés.

+ Projet de loi sur les «jeunes en infractions (par rapport aux lois)».

====

Le débat a permis à C. Rudel, au sujet de la réforme agraire, de nous préciser les problèmes de cadastre. Beaucoup de terres n'ont pas de propriétaires ou plusieurs. On refait certes le cadastre mais les titres de propriété résultent de transactions totalement ou quasi informelles, n'étaient pas «légaux» à l'origine et ce pays battant les records de corruptions, de rapports de forces l'emportant sur le Droit...on peut mesurer les problèmes.

Note 1. La demande des indigènes d'instruction de la langue allemande résulte de l'histoire étonnante de l'installation au Paraguay entre les deux guerres mondiales des «mennonites», branche du protestantisme européen (cf. annexe pour les amateurs d'histoire !). Cette communauté, importante dans le Chaco, a un fonctionnement social très original, fondé sur ses traditions mais ouvertes à la modernité, bien intégré et son développement économique est basé sur la production de bons laits et fromages.

====

Pour boucler notre découverte du Paraguay bien solidairement il nous restait à connaître le travail du «collectif Paraguay», association qui travaille à faire connaître les réalités de ce pays, promouvoir une solidarité active avec les mouvements sociaux qui s'y mobilisent et

avec les migrants paraguayens, américano latins en France. Merci à **Gustavo Zaracho**, qui en est membre de son exposé sur «**la réalité paysanne, la problématique de la culture du soja** » et le documentaire qu'il nous a présenté et commenté (à faire connaître dans nos réseaux).

Ses informations complétaient celles des autres intervenant(e) s en situant nos responsabilités françaises et européennes. Puisque ce sont, aussi, nos choix citoyens qui permettent ou non de nous opposer à des politiques «libérales-autoritaires» catastrophiques dans d'autres continents, dont celui de l'Amérique du Sud et hélas des plus caricaturales dans ce «concentré» qu'est le Paraguay.

Très documentée, argumentée cette intervention et ce documentaire ont renforcé ce qu'il devient urgent de faire connaître en France et en Europe. Les diverses solutions à la crise financière et à celle, écologique, des ressources de la terre proposées par des gouvernances nationales, européennes ou internationales doivent être jugées au prix des vies humaines et de celui, présent et proche, avenir de notre terre commune. La raison autant que le cœur nous obligent à ne pas faire payer une fois de plus des millions, centaines de millions de personnes, des peuples qui ont déjà eu leur lots de malheurs, de misères, de guerres, de dictatures pour satisfaire les joueurs et les apprentis sorciers des oligarchies internationales. Ce «petit» pays, le Paraguay, est lui aussi un des «laboratoires» pour des minorités expérimentant tour à tour sur des humains et sur les fragiles équilibres écologiques divers scénarios totalement destructeurs.

=====

En conclusion dans ce début de découverte du Paraguay nous sommes bien décidés à manifester toute notre solidarité car nous avons bien compris que c'était un défi immense que celui ouvert avec ces nouvelles élections et ces choix du gouvernement. Il nous faudra, d'abord, faire connaître ses réalités bien moins connues que celles d'autres pays américano-haïtiens.

=====  
===== *Changement de point de vue !*

Les situations décrites dans les pays et les choix politiques sont indissociables de réflexions et de parti pris, de visions du monde, de l'humain. Nous avons donc fortement apprécié les réflexions, résultant de tout un travail de recherche et d'engagements de deux intervenants : Edgardo Alberto Manero, docteur en sociologie, professeur invité de l'Université de Buenos - Aires et de Master 2, DEA (Amérique latine) de Toulouse II ; Jean-Pierre Cavalié, délégué national de la CIMADE pour la région PACA.

**E.A.Manero** attaquait de front un nœud de problèmes complexes, lançant des pistes de réflexions percutantes : « Populismes, gauches et question nationale : Amérique latine et désordre global ».

Quelques points forts de sa recherche en cours (parfois difficile à suivre et encore plus à «résumer» ; manquait le temps nécessaire à l'argumentation, la démonstration ! Vivement d'autres occasions de débats, la lecture de ses livres, articles et la publication de ses travaux).

1/ L'Amérique latine est toujours un «laboratoire» tant dans les aspects négatifs du libéralisme, des pratiques stratégiques des USA que dans ceux de la contestation de l'ordre U.S.A. ».

2/ Elle vit des «paradoxes», des contradictions, des tensions qu'on pourrait pointer en présentant les oppositions suivantes :

+ Retour à «l'international » et en même temps à des réactions «national (ist) es ». Tensions entre «universel » et «spécifique ».

+ Gauche(s) révolutionnaires / gauches réformistes.

Ce modèle binaire, fort médiatique en France et en Argentine, recoupant celui de «moderne/paléoarchéo »... (Chavez, Moralès, Correa).

La France cultivant le couple «normal / pathologique »

Et l'Amérique du Sud celui de «civilisé/ Barbare ».

3/ Le «péché originel » restant le problème de la redistribution des revenus, des richesses.

4/ A partir des années 80, l'Europe entretient la croyance dans la possibilité de pratiquer le déni du politique pensé comme conflit. Ce qui fait apparaître la violence comme moyen de mater le mouvement social.

5/ Notons ces pistes d'analyse : On a des présidents qui «ressemblent » aux peuples. Leur «visage » est un «phénotype ».

Les réflexes «classistes », «racistes »... se déclenchent, se défont (exemples de l'Argentine, du Venezuela) sur des problèmes agraires.

6/ Autre problème récurrent et des plus sensible : l'occupation de l'espace public. Par exemple par les «piqueteros » dont certains seraient jugés «bons » et d'autres «mauvais ». Et tous ces nouveaux découpages de l'espace en «zones » qui font l'objet de nombreux travaux sociologiques.

6/ Pour cerner les problématiques nouvelles du «nationalisme », de «l'état », et de la «nation », du «nationalisme » et du «populisme » notons que :

+ En Europe l'articulation par le marxisme de la lutte de classes et des nationalismes a été essentiellement pensée par les «austro marxistes» et en Russie dans «des empires menacés». En Amérique du Sud le problème des nations, des nationalismes n'est pas prioritaire.

+ « Populisme » n'avait pas en langue française cette connotation des plus péjoratives actuelle (sans d'ailleurs de définition du terme !).

7/ Pas de révolution sans messianisme révolutionnaire.

Révolution signifie : quelque chose à construire dans l'avenir, donc de moderne. Et s'oppose donc à l'idée de Restauration.

Personne n'ose plus assumer ses choix et se dire de «droite ». Au mieux on se dit du centre droit ! Etant entendu que le critère politique décisif reste celui de la redistribution des revenus.

8/ E. A. Manero ne cache pas son pessimisme. Le système politique explose ; les modèles éclatent.

Pour ce qui est de l'Argentine elle a décidé de jouer une carte facile : au lieu de s'appuyer clairement sur les mouvements sociaux et c'est la limite du «kirchnérisme» elle laisse s'avancer la droite...

Le débat fait apparaître le problème dans tous les pays américano latins (mais dans la pensée de tous les participant(e) s de ces rencontres solidaires dans ceux d'Europe et du monde en «crise» des classes dites moyennes. Tout un travail culturel, politique reste à faire.

**J.P.Cavalié**, lui, avant de nous quitter pour un colloque sur les «migrations internationales » tint à nous livrer ses conclusions, fondées sur des travaux d'autres chercheurs et ses pratiques associatives.

Ce qu'il a appris des personnes qui se battent, luttent, souffrent dans son expérience en France avec les chômeurs, au Nicaragua et ses responsabilités à la CIMADE et de ses recherches intellectuelles le mènent dans le monde actuel à l'urgence de «repenser le socialisme » dans des »alternatives radicales ».

La première difficulté rencontrée est celle du pessimisme qui a atteint bien des populations mais aussi les militant(e) s sur les possibilités de changer le monde.

Les bilans actuels, fournis par de nombreuses recherches sur l'avenir proche de la terre humaine, convergent ; pour ne citer par exemple que l'Afrique, ils indiquent que 2/3 des terres cultivables ne le seront plus, avec tout ce que cela induit en données écologiques, sociales, humaines.

**Quatre scénarios sont dès lors envisageables (et au cœur de bien des débats théoriques et politiques, nationaux et internationaux) :**

1. On continue dans la logique «libérale».
2. On recourt au «tout policier-militaire».
3. Les Etats cherchent des compromis.
4. On change toutes les règles.

Les scénarios 1 et 2 mènent tout droit à la catastrophe.

Le scénario 3 la recule de dix ans.

Ce scénario 4 est le seul valable : *l'utopie est le seul réalisme.*

J.P.Cavalié se met alors à dessiner sur le tableau blanc «la maison alternative» : Une seule maison, celle de la terre humaine, pour tous les humains, renouant avec le sens, dans la langue et la philosophie grecques, d'«économie», «économique».

Le temps de son intervention ne lui permet, hélas, pas de dessiner (et commenter) la maison jusqu'au toit...et...jusqu'à un ciel pur et étoilé. Et son départ pour d'autres obligations militantes ne nous laissa pas le temps de lui demander, pour ce compte-rendu, une reproduction du dessin et des légendes de la maison alternative.

Retenons pour y réfléchir et continuer le débat quelques axes de cette «utopie réaliste».

La maison a comme bases trois «principes», les trois côtés d'un triangle : «égalité» et «responsabilité» convergeant vers le sommet «unicité» (lui-même base de colonne sur laquelle s'appuie un premier «étage», celui du «mode de vie»).

J.P.C. précise donc sa remise en cause des fondements «républicains». Vu l'usage de la «liberté» par le libéralisme. L'emploi d'«unicité», notion différente de «l'unité» se réfère à mot et notion d'«unique». Il signifie le refus inconditionnel de différents types de divisions de l'humanité (races, sexes, nationalismes, régionalismes...) : le sort de chacun, unique, est concerné par les sorts, uniques, de chaque humain et toutes les frontières doivent être ouvertes. Inutile de préciser que l'égalité est l'exigence qui s'impose contre toutes les inégalités scandaleuses.

====

J.P.Cavalié définit le pouvoir par la formule «je peux tout». L'essence du totalitarisme, tel qu'il a été analysé et reste encore à analyser dans ses manifestations actuelles est de penser que «tout est possible» parce que l'on aurait un pouvoir d'ordre divin. La conception du pouvoir politique contient en germe le totalitarisme dès lors qu'elle se réfère, par exemple, à «main invisible du marché» hors duquel point de salut. En revanche toutes les démarches, pratiques politiques instaurant une «démocratie participative», des «conseils», certes élus mais permettant à ceux qui sont concernés de faire des propositions, de contrôler...sont à favoriser.

Il note, sur la base de travaux du linguiste Benveniste, l'origine commune de deux familles de mots : hostis (guerres) et hospes (hospitalité).

Nous devons repenser toutes nos bases idéologiques en mettant l'accent sur l'idée des «limites» et la conscience de nos «faiblesses». Il ne saurait y avoir de progrès illimités dans une terre aux ressources limitées et les humains ont des limites.

L'idéologie des «lumières», en ce qu'elle est liée à celle du progrès continu, exige des critiques. Plus récemment les travaux du Club de Rome, le développement des recherches en

écologie mais aussi des réflexions de chercheurs en biologie, en bioéthique soulignent une crise profonde de nos modèles idéologiques, économiques, sociaux et mettent en cause les «dérèglements compulsifs» de «l'accumulation», de la «croissance».

Le principe de «subsidiarité» doit être appliqué :

On doit résoudre les problèmes au niveau où ils se posent.

Si on a un problème de «voisinage» ce n'est pas à Bruxelles de le résoudre. Mais si nous avons des «problèmes d'eau» à Marseille nous ne pouvons les résoudre à l'échelle de Marseille !

Une gouvernance mondiale démocratique (par et pour les peuples) s'impose. Elle existe certes mais n'a rien de démocratique.

Il faut utiliser les moyens dont nous disposons dans la mesure où nous en avons réellement besoin. Nous procurer des objets quand nous ne pouvons pas les fabriquer nous-mêmes mais nous ne sommes certes pas obligés de les posséder, de les avoir à «moi». Les moyens doivent être adaptés (exemples des transports).

Bref : il faut sortir des logiques de propriété, de fétichismes, de domination des personnes par les objets. Et, cela va de soi, des logiques productivistes et consuméristes.

Le premier étage de la maison alternative, celui du «mode de vie», implique des choix de simplicité des modes de vie, la baisse du temps de travail et un revenu d'existence pour tous.

Changer le monde, dans ce scénario, n'est pas un problème «technique» mais relève d'une alternative «mentale» : changer nos modes de pensée et de vie. C'est la première fois dans l'histoire du monde que nous en avons les moyens mais aussi la nécessité vitale.

En conclusion d'exposé écourté :

- La pensée alternative n'est pas binaire. Elle reste complexe et toujours à trois termes.
- Il n'y a pas de solution nationale.
- Tout le monde doit changer de mode de vie, de pensée.
- Oui, c'est un rêve mais si nous rêvons tous demain sera un monde nouveau.

Le débat, lui aussi trop court, a porté sur quelques points :

+ Cet exposé est certes convaincant. Mais subsistent les problèmes suivants : même les plus convaincus et encore optimistes «utopistes réalistes» ont des désaccords sur les définitions de la maison alternative et surtout sur les moyens de passer de la situation actuelle à cette utopie.

+ Ne faut-il pas être circonspect dans la présentation des critiques (en l'occurrence de l'idéologie des Lumières) vu la fantastique capacité de «récupération» des gouvernances les moins démocratiques, les plus accrochées au maintien des inégalités ?

J.P. Cavalié a dû répondre brièvement que l'alternative était un processus, sans modèle livré clé en mains, à inventer ensemble en pensant et agissant. Qu'il fallait aussi bien distinguer «force», «rapports de forces» et violence. Enfin que les leviers restaient notre volonté de préserver et développer nos «biens communs».

Le débat et les actions ne pourront que continuer sur les liens créés par les solidarités.

Il restait à tenter une synthèse finale introduisant un dernier débat, une table ronde réunissant nos intervenant(e)s encore présent(e)s et répondant aux questions des participant(e)s à cette quatrième édition de nos Rencontres solidaires.

## SYNTHESE FINALE

Hernan Harispe, président de l'ASPAS situait l'enjeu de ces Rencontres solidaires dans ce début de « crise », à la fois prévisible et inédite, du capitalisme (ou « néo-libéralisme ») mondial à son stade actuel.

Plus que jamais s'impose donc une réflexion politique, cosmopolitique pour tenter de comprendre et d'éviter des erreurs qui seraient tragiques. Et pour creuser le sens de nos solidarités.

Les interventions et les débats nous permettent de « cibler » quelques points forts communs non seulement aux différents pays américano latins malgré (et dans) leurs spécificités, unicités mais aux échanges entre le Nouveau Monde, notre vieille Europe...et au-delà avec tous les peuples de notre terre humaine. Points qui sont encore en plein chantier dans les débats qui se déroulent dans toutes les instances institutionnelles, nationales, internationales, dans tout le champ des travaux de chercheurs, d'acteurs culturels artistiques mais aussi au cœur de bien des luttes, mobilisations.

### **1/ Notons d'abord le rôle essentiel de la démarche historique, de la quête de vérité, du surgissement des « mémoires » individuelles et collectives. Contre toutes les censures, les amnésies, les refoulés, les « guerres du faux » (U.Eco), les nouveaux avatars du Big Brother orwellien.**

Ce n'est quand même pas tout à fait un hasard si l'acte fondateur de la découverte et de la conquête des Amériques, avec tous ces génocides, ce marché triangulaire des esclaves, ces guerres, se sont produits à l'aube du capitalisme moderne. Et qu'il ait fallu, après bien des luttes, l'arrivée au pouvoir récente de nouveaux gouvernements en Amérique latine, la prise en compte dans les instances internationales des revendications des peuples des anciens empires coloniaux pour que soient reconnus les droits universels bafoués depuis quatre siècles.

L'exigence de vérité, de justice a eu, aussi, un rôle décisif dans la renaissance de la démocratie dans les pays ayant subi les violences des dictatures, des terrorismes d'Etat ou de l'ordre capitaliste.

Les corollaires de cette recherche de vérité, de développement de l'esprit critique et citoyen se retrouvent évidemment dans les luttes pour l'éducation, la formation, les libérations culturelles, les droits à une information contradictoire et les nouvelles formes de « démocratie participative ».

### **2/ Dans des étonnants « effets de miroirs » (brisés ou non), des « échos » plus ou moins différés et déformés, Histoire et actualités des pays d'Amérique latine et de notre vieille Europe se répondent.**

On hésite à faire apparaître des oppositions quasi caricaturales, grossièrement binaires ! Et pourtant, dans tant d'exemples historiques et actuels du monde « globalisé », celles entre le Capitalisme, l'Impérialisme, le néo-colonialisme, le néolibéralisme et les droits des peuples, des humains et des citoyens relèvent bien de la « lutte de classes ». Même si la propagande plus ou moins subtile des classes qui détiennent les pouvoirs brouille tout le sens des mots et « bidouille » la réalité. Et même si l'enjeu de la « crise » actuelle sera ou ne sera pas une « refondation du capitalisme » tirant tous les marrons des feux qu'il a allumés.

Dans tous les pays américano latins mais aussi en France, en Europe (pour nous en tenir au champ de nos solidarités) même combat sur quelques fronts.

+ *Front des lois, des constitutions, des élections, des Déclarations des Droits universels.* Faut-il rappeler que dans toute l'Histoire ancienne, récente les peuples américano latins ont tant souffert des violences, misères des dictatures et des ultralibéralismes les prenant comme

des cobayes de laboratoires (cf. le «plan Condor» ; les théories «néo-conservateurs» appliquées sans nuances, testées ) qu'il ne faut pas s'étonner de leurs volontés de s'arc-bouter sur le combat légal, non-violent, impliquant bien des négociations, des processus lents et patients mais aussi bien des façons de rendre la parole à ceux et celles qui ne l'avaient jamais eue.

Il n'en reste pas moins que les oligarques ne sont guère prêts à céder sur ce front et n'hésitent pas à utiliser la violence et les médias pour discréditer les nouveaux gouvernements, bien des élections, votes. Et que la première des solidarités est de faire circuler des informations, certes plus complexes que celles dont on nous matraque.

Violences (para) militaires, policières, coups d'Etat (avec des «conseillers», «experts» «étrangers»), arsenal de lois liberticides, exploitation des peurs, des insécurités, du «terrorisme» sont les réponses préventives ou punitives aux aspirations des peuples qui luttent pour leurs droits. Et les réponses des nouveaux gouvernements, des peuples sont des essais d'inventer la démocratie, des compromis négociés, votés dans des rapports de forces historiques, actuels complexes.

#### + *Front de la «redistribution des richesses».*

Toute l'histoire récente des dictatures, de l'utilisation du «forceps» ultralibéral, de différentes «crises», du fameux «consensus de Washington» (1989.FMI) n'a fait qu'aggraver considérablement les inégalités et les exclusions. D'où l'enjeu actuel avec la vague des élections ayant mis au pouvoir des gouvernements, dans quasi toute l'Amérique latine, décidés à une redistribution plus juste des richesses et revenus, une réappropriation démocratique des Droits universels et de nouveaux accords entre pays («intégration régionale» ; relations avec les autres continents, de l'Afrique aux pays dits «émergents» en passant par l'Europe ).

Partout se pose le problème : qui maîtrise, qui contrôle, qui s'approprie les richesses ? Avec, de surcroît, la prise en compte incontournable des données «écologiques» et déjà de la «crise» mondiale, le «capitalisme vert», «propre», «sûr» et «durable» ayant plus d'un tour dans son sac. Et des interférences complexes entre intérêts nationaux, des nécessités de faire des fronts communs et la toute-puissance de l'internationale financière.

Ce sont donc ces batailles sur les terres, sur l'eau, sur les sources d'énergie, les richesses menacées, limitées du sol, du sous-sol ; ces choix à faire d'agricultures, d'élevages, d'industries, de commerces, de tourisms... ; ces choix, enfin, en termes d'espaces, qu'ils soient à «protéger», «ruraux» ou «urbains».

Et toutes ces batailles sur des besoins et droits vitaux :

Santé ; alimentation ; éducation.

Droit à un «travail décent» ; au logement ; aux transports ; à la protection sociale...

Droits spécifiques aux enfants, adolescents, femmes, peuples originaires...

Fiscalité plus redistributive.

Et ces batailles doivent rompre avec les anciennes logiques d'assistances, de charités, de clientélismes en favorisant tout ce qui permet aux citoyen(ne)s de prendre en mains leurs affaires.

=====

Nous évoquons des oppositions quasi caricaturales et des effets de miroirs, d'échos différés entre Amérique latine et France, Europe... Cela mérite certes un débat approfondi mais comment «oublier» :

Les mêmes logiques sont à l'œuvre, avec les mêmes «gourous», «experts», économistes et technocrates monopolisant les pouvoirs, dits «néo libéraux», «néo-conservateurs» et plus ou

moins «autoritaires ». Prônant «la pensée unique » (et universalisable) des privatisations, du marché, de la concurrence libre et non faussée, de la réduction des déficits, des dettes et «la main invisible » quasi divinisée sur le marché et des cours en Bourses, multipliant les «contraintes » pesant sur les plus pauvres.

En Amérique latine les années 70 «expérimentèrent » les dictatures puis les années 90 celles du consensus de Washington des plus libéral. En France et dans notre vieille Europe les années 70/75 marquèrent le début non seulement de bien des «crises » mais d'une offensive idéologique sans précédent, alimentée à partir de la Chute du mur et de l'implosion des empires du «socialisme réel ». Les «nouvelles droites » médiatiques, issues de courants des plus extrêmes et se respectabilisant prônaient pour la droite politique et patronale le recours à Gramsci, Althusser, aux recherches subtiles sur le symbolique et l'imaginaire. .. pour conquérir l'hégémonie idéologique, politique et médiatique. Quant aux gauches européennes, rouges, vertes, roses, oranges...à défaut de «penser le socialisme », des «alternatives radicales » dans une situation radicalement nouvelle elles ne cessaient de laisser les terrains aux différentes et communes versions libérales-autoritaires de notre Europe, liquidant à des rythmes différents les acquis des luttes démocratiques et socialistes.

Les effets de miroirs assez étonnants entre ce qui s'invente en Amérique latine et un manque d'imagination «utopique réaliste » dans nos «paysages » travaillés par les forces libérales, capitalistes devraient nous apprendre beaucoup.

=====

**Concluons** sur quelques points restés en pleines interrogations dans des processus où aucun mode d'emploi, modèle, recette ne nous est livré.

1/ On croit un peu rêver en apprenant que des mots, des notions devenus proscrits dans les langages des gauches institutionnelles européennes sont des plus vivaces en Amérique latine : appropriation collective des biens communs (dont ceux de «Pacca mamma »); plans démocratiquement élaborés ; contrôle des luttes, des objectifs de ces luttes ; autogestion, coopératives, réquisition de richesses.

Mais aussi et ça ne fait pas rêver certaines fascinations européennes, françaises pour les recettes politiques «présidentiales à l'Américaine, Nord et Sud» ou «autocratiques» que précisément les nouveaux gouvernements et les peuples américano latins tentent de changer dans des processus plus démocratiques.

2/ Les difficultés et défis actuels restent en Amérique latine :

+ Les difficiles processus d'intégration dite «régionale», d'accords internationaux fondés sur les intérêts convergents de luttes contre les inégalités et non des intérêts purement nationaux. Mais les progrès sont incessants et des plus encourageants, peuvent permettre de penser que l'Amérique latine est non pas à l'abri de la «crise » mais a des moyens de la penser et de la maîtriser.

+ Le récurrent problème des «centres », des «classes moyennes ».

+ les capacités de réactions «hard ou soft » du capitalisme international face à des gouvernements et des peuples qui prétendent limiter ses dégâts et construire un monde plus humain, moins soumis à la loi de la jungle et des oligarchies financières nationales et internationales.

+ Les capacités de construire ensemble des alternatives solidaires dans le contexte d'un monde «multipolaire», de la «crise». D'autant plus que déjà, dans ce début de «crise» une des

mauvaises solutions serait de renoncer à de bonnes résolutions et décisions pour préserver la terre de diverses catastrophes «écologiques-sociales-humaines».

+ Un débat reste ouvert, posé par les intervenants et le public : la complexité des problèmes et des processus politiques relève-t-elle de logiques «binaires» ou de «troisième terme» à inventer ?

## **TABLE-RONDE FINALE, REPONSES AU PUBLIC DES RENCONTRES**

Quelques précisions apportées par les intervenant(e)s :

+ Le terme «**processus**» est à maintenir et opposer à celui de «procédures». Les intellectuels d'Amérique du Sud sont plus dans le «complexe» que dans le «binaire» mais chaque pays invente ses voies et a ses mots.

+ Notre invitée du gouvernement argentin n'hésite pas à évoquer «l'erreur» commise, la première, sur les prix agricoles. Un travail suffisant n'a pas été fait, dans l'urgence de divers problèmes de «redistribution des richesses», avec les syndicats seuls ; les gros latifundiaires, solides appuis de la dictature, puis de Menem, en ont profité pour constituer un front «rural». Les problèmes d'«intégration régionale» avancent, le gouvernement y est des plus favorables mais les rythmes de distribution des richesses subissent des avancées et des reculs dans chaque pays.

Tout un travail de préparation est mené dans le secteur de la «rediffusion» et des «télécommunications» datant de la dictature.

(signalons le dernier Monde Diplomatique, décembre, avec un article très dense sur le problème des retraites, des fonds de pension au Chili, en Argentine...et en miroir...en France !).

+ E.A.Manero est revenu sur «binaire» et «complexe-ternaire» plus explicitement que dans son intervention trop courte vu sa...complexité !

Il faut distinguer par nécessité les démarches scientifique et politique. Scientifiquement on est dans le «complexe» d'autant plus que tout est à repenser dans nos catégories. Mais ne pas jeter le bébé avec l'eau du bain : Marx est, reste un génie mais européen qui n'y comprend rien à l'Amérique latine.

Pour ce qui est des notions de «nation», «nationalisme» dans le nouveau contexte. La logique «transnationale», «internationale» s'impose autant aux dominants qu'à la société civile. Mais chaque société ayant des spécificités liées à son histoire il s'agit d'articuler national et international ; des projets différents émergent dans les différents pays et l'«intégration» actuelle n'a rien à voir avec celle des plus libérales des années 90.

+ Des précisions sont apportées sur divers facteurs de tensions actuelles entre les pays américano latins : par ex. le barrage sur le Rio Parana...avec des intérêts nationaux contraires...mais le facteur intéressant reste que l'emporte la volonté de négocier sur des intérêts communs (de réappropriation de l'énergie, des richesses) et non de se faire comme autrefois la guerre. Les problèmes entre Equateur et Colombie où un risque de guerre n'est pas exclu résulte de régime colombien des moins démocratiques et il faut souhaiter une «combinaison dialectique» des divers moyens employés par Correa, Chavez, Lula et C.Kirchner.

+ Retour au Paraguay avec M.Lugo, interrogée sur les chances de victoire sociale du nouveau gouvernement.

La force et la faiblesse de Lugo reste qu'il vient de l'extérieur du système politique, qu'il veut et doit faire l'alliance la plus large, qu'il lance un vrai défi au Parlement où dominant un Colorado fort, une scission à droite de ce même parti et un parti libéral très conservateur. La «gauche» politique du pays est «petite», en partie d'obédience trotskiste.

L'intelligence politique de Lugo est certaine, l'attente de ses électeurs-trices très forte. Le gouvernement entame le processus, en particulier avec «un conseil de réforme agricole». Des militaires «brésiliens» sont entrés en hélicoptères au Paraguay. ; pour, disent-ils, défendre leurs ressortissants.

+ Une participante réfute «l'effet de miroir». Rien de commun entre les problèmes américano latins, les indiens, la démocratie participative et nous ...A quoi Manero répond qu'il faut «arrêter avec l'image du bon sauvage», bien des restes de «pensée coloniale» et donne quelques exemples (protection sociale ; «Sécuritaire» ...) des mêmes recettes prônées là-bas et ici. Sans compter, ajouterions-nous, que ce 22 novembre à Marseille centre-ville se déroulaient quelques mobilisations (locales, nationales) sur le droit au logement, la survie de ce qui reste des services publics et contre les politiques sécuritaires, xénophobes, l'Europe-Forteresse et qu'au Conseil Régional se tenait une réunion sur «l'eau» !

## **MOT FINAL**

Il restait à Hernan de conclure pour l'ASPAS...

Au-delà des remerciements des plus vifs aux intervenant(e) s qui nous ont permis de très riches rencontres, d'apprendre beaucoup en ne les écoutant personne ne peut ignorer la gravité de la situation.

Il manque encore des forces ; il faut avancer rapidement ; les mouvements sociaux certes existent mais le problème du pouvoir se pose.

L'Amérique latine ne se sauvera pas toute seule ni d'ailleurs nous, ni aucun humain, aucun peuple de la terre humaine.

Plus que jamais les solidarités intercontinentales dans la situation internationale sont à l'ordre du jour.

Il restait à ceux et celles qui en avaient le temps et l'énergie dans un furieux mistral de terminer la soirée avec l'Académie du Tango Argentino !

**Annexe** : L'ASPAS tient à la disposition ce ceux et celles qui seraient intéressés toute une documentation.

En particulier : le dossier réalisé pour les Rencontres par le Centre de documentation et d'animation Tiers-monde (RITIMO).

Divers articles traduits ou des références bibliographiques sur le Cône Sud, l'Amérique latine...

---

---

Compte-rendu mis au point le 7/12/2008.

Assuré par Anne-Marie Lepagnol, membre du bureau d'ASPAS